

Abdelhaq Nabaoui, à Strasbourg, le 29 avril. En formant des aumôniers, il entend répondre à la volonté de l'exécutif d'en finir avec «l'islam consulaire».
Valentine Zeler pour La Croix



Ancien aumônier national des hôpitaux pour le culte musulman, Abdelhaq Nabaoui multiplie les initiatives pour former des cadres religieux à Strasbourg.

Abdelhaq Nabaoui

Aumônier militaire

Strasbourg (Bas-Rhin)
De notre envoyée spéciale

Malgré l'annonce récente de sa disparition, il restera bien une ENA à Strasbourg ! Mais celle-ci prend un «h» : l'École nationale des aumôniers musulmans hospitaliers de France (Enah). S'il s'amuse volontiers de la coïncidence, son président Abdelhaq Nabaoui retrouve vite son sérieux. «*Nous avons déjà formé deux promotions d'une trentaine d'aumôniers chacune : pour la plupart bénévoles, et des femmes à 70%*», détaille ce quinquagénaire athlétique tout en déambulant dans les vastes locaux de l'école, à Ostwald, près de Strasbourg.

Ce jeudi d'avril, nul ne vient troubler le calme de ces salles désertes : pandémie oblige, cette année, les séminaires qui constituent cette formation unique en France ne sont donnés qu'à distance. L'école est pourtant bien vivante. Lors de son inauguration en 2018, l'ancien ministre Jean-Pierre Chevènement était présent – il présidait alors la Fondation de l'islam de France (FIF), qui soutient financièrement ce projet pionnier.

Des initiatives du même type, Abdelhaq Nabaoui, qui fut aumônier national des hôpitaux pour le culte musulman entre 2006 et 2019, en a d'autres en tête. À commencer par l'École nationale des cadres religieux et aumôniers musulmans (Encram), qui devrait ouvrir en septembre. C'est dans ces mêmes locaux d'Ostwald, appartenant à une association culturelle présidée par ce docteur en physique nucléaire, marié et père de quatre enfants, qu'étudieront des imams et au-

Un pilier alsacien de l'islam de France

môniers «*afin qu'ils comprennent la réalité française*». Un partenariat pourrait même être signé avec l'université de Strasbourg (Unistra), qui délivrerait le contenu profane de cette formation de trois ans et

– fait inédit pour un tel cursus – un diplôme de licence. «*Ce n'est pas encore conclu, mais nous avons un accord de principe*», assure Abdelhaq Nabaoui, non sans fierté. Emmanuel Macron n'y trouverait sans

doute rien à redire : une telle école pourra contribuer à mettre fin au système des imams détachés, emblème du désormais conspué «*islam consulaire*» – entendez «*dépendant de l'étranger*».

Son inspiration. Une parole attribuée au Prophète vantant la disponibilité à autrui

«**À la source de mon engagement auprès des musulmans de France, il y a un hadith (parole ou fait prêté au prophète Mohammed, NDLR), explique Abdelhaq Nabaoui. À la question : "Quelle est la personne la plus aimée de Dieu ?", le Prophète répond :**

"Celle qui est le plus utile à autrui." Telle est la direction que j'ai voulu donner à ma vie. Les savants qui m'ont enseigné la religion musulmane, quand j'étais petit, au Maroc, m'ont aussi marqué par leur profondeur – ils étaient imprégnés de culture soufie – et par leur

disponibilité aux autres. À mes yeux, m'engager pour le culte musulman est une manière de m'engager pour la France, son apaisement et son épanouissement. Car si nous avons de bons musulmans, mieux formés et organisés, ce seront aussi de bons citoyens.»

Arrivé de son Maroc natal à 23 ans pour ses études, Abdelhaq Nabaoui n'a plus, depuis, quitté Strasbourg, où il vit aujourd'hui avec son épouse médecin. S'il a d'abord été engagé à l'UOIF (Union des organisations islamiques de France, proche des Frères musulmans), il dit avoir «*beaucoup évolué*». Désormais défenseur d'un «*islam du juste milieu*», celui qui a présidé à deux reprises le conseil régional du culte musulman (CRCM) d'Alsace ne fait plus partie d'aucune fédération – la plupart ayant un lien avec un pays étranger. «*Comme Tareq Oubrou*», précise-t-il sans cacher son admiration pour l'imam de Bordeaux. Moins connu du grand public, le Strasbourgeois de 57 ans, qui prêche certains vendredis à la mosquée, est lui aussi apprécié des représentants des autres cultes comme des pouvoirs publics. C'est d'ailleurs avec lui que l'ancien ministre de l'intérieur Christophe Castaner était venu rompre le jeûne de Ramadan en mai 2019, déclinant la traditionnelle invitation du Conseil national du culte musulman (CFCM).

Depuis 2008, cet ancien enseignant est aumônier militaire, salarié, exerçant en Alsace et à l'étranger au gré d'«*opérations extérieures*» sur lesquelles il doit rester discret. Tous ses autres engagements pour l'islam de France sont donc bénévoles, et l'occupent en fin de journée et le week-end. Attaché à la spécificité alsacienne du concordat, garante selon lui d'une «*vraie fraternité*» entre les cultes, il déplore toutefois que l'islam, culte non statutaire, ne bénéficie pas des mêmes avantages (prêtres, pasteurs et rabbins sont rémunérés par l'État), ce qui voue ses projets à de récurrentes difficultés financières. «*Il faut réfléchir en profondeur, sans pour autant remettre en cause le concordat, plaide-t-il. Si l'on veut une stabilité de l'islam de France, il faut lui en donner les moyens.*»

Mélinée Le Priol